

INSTRUCTION N° 18 AUX BANQUES

Concerne : Conditions d'agrément des banques et de leurs dirigeants ainsi que de modification de leurs situations statutaires.

La Banque Centrale du Congo ;

Vu la loi 005/2002 du 7 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, spécialement en son article 6 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit, spécialement en ses articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 22, 23, 29 et 36 ;

Arrête les règles suivantes en matière d'agrément des banques et de leurs dirigeants ou en cas de modification d'éléments ayant concouru à la délivrance de l'agrément :

Article 1^{er}

La présente instruction a pour objet de préciser la procédure et les documents requis lors de l'agrément des banques et de leurs dirigeants, les conditions de prise en compte des modifications de la structure du capital et des autres éléments constitutifs des conditions d'agrément d'une banque ou de ses dirigeants.

TITRE I. PROCEDURE D'AGREMENT DES BANQUES

Article 2

A l'appui de leur demande d'agrément, les requérants doivent présenter un dossier complet comprenant :

INSTRUCTION No. 18 BANKS

Re.: Approval requirements of banks and their leaders as well as modification of their statutory situations

The Central Bank of Congo;

Given the law 005/2002 of 7 May 2002 on the constitution, the organization and operation of the Central Bank of Congo, especially in Article 6;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 on the activities and supervision of Credit Institutions, especially in Articles 10, 11 , 12, 13, 14, 15, 16, 22, 23, 29 and 36;

Stop the following rules for the authorization of banks and their leaders or when modifying elements which contributed to the issuance of Accreditation:

Article 1

This Directive aims to clarify the procedure and documents required during the accreditation of banks and their leaders, the conditions for taking into account changes in the capital structure and other elements of the conditions . approval of a bank or its management

TITLE I. PROCEDURE FOR THE APPROVAL OF BANKS

Article 2

In support of their application for approval, applicants must submit a complete dossier including:

- une lettre de demande d'agrément rédigée en français et adressée au Gouverneur de la Banque Centrale du Congo ;
- la résolution de l'assemblée générale constitutive de la nouvelle société et celle de l'assemblée générale extraordinaire des associés des personnes morales actionnaires les autorisant à prendre part au capital de la banque ;
- le numéro d'identification nationale et le registre du commerce de l'entreprise requérante ;
- l'original des statuts notariés de l'entreprise requérante ;
- la preuve de libération du capital minimum par les actionnaires par une attestation d'un dépôt dans une banque de renommée du montant dudit capital en vue de la constitution de la banque ;
- la liste des actionnaires et dirigeants ;
- les éléments permettant d'apprécier les conditions d'honorabilité et de compétence des dirigeants et actionnaires (curriculum vitae et extrait de casier judiciaire des personnes physiques, états financiers certifiés des trois derniers exercices comptables des actionnaires personnes morales) ;
- pour les personnes physiques et morales étrangères, une attestation de l'autorité de supervision bancaire du pays d'origine qu'elles remplissent les conditions pour être agréées dans ledit pays ;
- un programme d'activités indiquant la contribution à la satisfaction d'un besoin économique local ou général, décrivant le genre et le volume des opérations envisagées et comprenant des prévisions appuyées par des bilans et comptes d'exploitation sur une période de cinq années démontrant la rentabilité du projet ;
- un organigramme détaillé indiquant clairement l'organisation et les lignes de responsabilités au sein de la future banque ;
- la description des moyens techniques et financiers qu'elle prévoit de mettre en œuvre à l'appui de son programme d'activités.

- an application letter Approval written in French and addressed to the Governor of the Central Bank of Congo
- the resolution of the constituent general assembly of the new company and that of the extraordinary general meeting of members of corporate shareholders allowing them to take part in the capital of the bank
- the national identification number and the commercial register of the applicant company;
- the original notarized statutes of the applicant company;
- the minimum capital release of evidence by the shareholders by a certificate a deposit in a bank renowned amount of that capital to the constitution of the bank;
- the list of shareholders and management;
- the elements for assessing the good repute and experience of directors and shareholders (curriculum Curriculum and criminal record of individuals, certified financial statements for the last three financial years of legal entities)
- for foreign natural and legal persons, a statement from the banking supervisory authority of the country of origin that qualify to be licensed in that country;
- an activity program indicating the contribution to the satisfaction of a local or general economic need, describing the type and volume of the operations envisaged, including forecasts supported by balance sheets and accounts Operating over a period of five years showing the project's profitability;
- a detailed flow chart indicating clearly the organization and responsibilities of lines in the future bank;
- description of the technical and financial means it plans

toimplemented in support of its program of activities.

Le délai mentionné à l'article 16 de la Loi Bancaire commence à courir à compter de la délivrance par la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo d'une **attestation de dépôt de dossier complet**.

Article 3

La Banque Centrale du Congo apprécie l'aptitude de l'entreprise requérante à réaliser ses objectifs de développement dans des conditions compatibles avec le bon fonctionnement du système bancaire et qui assurent à la clientèle une sécurité satisfaisante.

Article 4

Afin de permettre à la Banque Centrale du Congo d'apprécier la qualité des apporteurs de capitaux et, le cas échéant, de leurs garants, l'entreprise requérante est tenue de fournir, à l'appui de sa demande d'agrément :

- (i) les informations financières sur chacune des personnes qui détient au moins 5 % de son capital ou qui lui ont apporté leur garantie.

Outre les documents mentionnés à l'article 2 de la présente Instruction, les informations financières susvisées pour chaque actionnaire ou garant comprennent :

- pour une personne morale faisant appel public à l'épargne :
 - l'ensemble des documents qu'elle est tenue de porter à la connaissance du public ;
- pour une personne morale ne faisant pas appel public à l'épargne :
 - la répartition de son actionnariat et l'identité de ses principaux actionnaires ;
 - les documents comptables sociaux, le cas échéant consolidés, certifiés du dernier exercice clos et leurs notes annexes ;

The period stipulated in Article 16 of the Banking Act begins to run from the grant by the Department of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank Congo a complete dossier custody certificate.

Article 3

The Central Bank of Congo appreciates the ability of the applicant company to achieve its development objectives under conditions compatible with the proper functioning of the banking system and ensure the Customer satisfactory security.

Article 4

To enable the Central Bank of Congo to assess the quality of capital providers and, where applicable, their guarantors, the applicant company must provide in support of its application for approval: (i) financial information on each of which holds at least 5% of its capital or who provided their security

addition to the documents mentioned in Article 2 of this Instruction, the above financial information each shareholder or guarantor include:

- for a legal person in public offering
 - all documents it is required to bring to public knowledge;
- for a legal person who is not public offering savings:
 - the distribution of shareholdings and the identity of its major shareholders
 - the social accounting documents, if any consolidated, certified the last financial year and the related notes;

- toute autre information relative à des faits susceptibles d'affecter de façon significative sa situation financière ;
- une personne physique :
 - toute information utile relative à sa situation financière.
- (ii) l'identité de leurs associés ou actionnaires qui leur ont déclaré détenir une fraction des droits de vote inférieure à 5 % mais supérieure à 0,5 %.

Article 5

Lorsque, au sein de l'actionnariat de l'entreprise requérante, aucun actionnaire ne dispose de plus de 50 % des droits de vote, l'agrément ne peut être accordé que si l'un des actionnaires qualifié **d'actionnaire de référence** s'engage formellement vis-à-vis de la Banque Centrale du Congo à :

- participer à la détermination effective de l'organisation de l'entreprise requérante ainsi qu'à l'orientation et à la surveillance effective de sa gestion ;
- apporter son soutien opérationnel et financier à l'entreprise requérante ;
- apporter son soutien opérationnel et financier à l'entreprise requérante, y compris, le cas échéant, en couvrant une éventuelle situation de passif net, à charge pour lui de se retourner contre les autres actionnaires.

Cet actionnaire de référence est tenu de fournir à la Banque Centrale du Congo l'ensemble d'éléments permettant à celle-ci de s'assurer de la qualité de sa structure financière et de son propre actionnariat.

Il doit nécessairement être un groupe bancaire ou financier non industriel ou commercial.

- any other information relating to facts that may to significantly affect its financial position;

- a natural

person:.- any useful information relating to its financial condition

(ii) the identity of their partners or shareholders who said they hold a proportion of voting rights below 5 % but greater than 0.5%.

Article 5

Where in the shareholding of the applicant undertaking, no shareholder has more than 50% of the voting rights, the approval may only be granted if the a qualified shareholders shareholder formally commits vis-à-vis the Central Bank of Congo to:

- participate in the actual determination of the organization of the applying company and the orientation and effective monitoring of its management;
- to provide operational and financial support to the company;

applicant

- to provide operational and financial support to the requesting company, including, where appropriate, by covering any net liability position, up to him to turn against the other shareholders.

The shareholder is required to provide to the Central Bank of Congo all elements enabling it to ensure the quality of its financial structure and its own shareholders.

It must necessarily be a non-industrial or commercial banking or financial group.

Article 6

Les dispositions de l'article 5 ci-dessus s'appliquent également aux banques en activité. Celles-ci disposent d'un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Instruction pour :

- soit, apporter à la Banque Centrale du Congo les éléments d'appréciation, au sens de l'article 4 ci-dessus, sur leur actionnaire qui détient plus de 50 % des droits de vote ;
- soit, fournir à la Banque Centrale du Congo l'engagement formel de l'un des actionnaires mentionné à l'article 5.

Article 7

La Banque Centrale du Congo peut assortir de conditions l'agrément délivré à l'exercice de certaines opérations définies par l'objet social de l'entreprise requérante.

Article 8

La Banque Centrale du Congo peut assortir l'agrément délivré de conditions particulières visant à préserver l'équilibre de la structure financière de l'établissement de crédit et le bon fonctionnement du système bancaire et, le cas échéant, subordonner l'octroi de l'agrément au respect d'engagements souscrits par l'entreprise requérante.

Article 9

La Banque Centrale du Congo peut refuser l'agrément lorsque l'exercice de sa mission de surveillance de l'entreprise requérante est susceptible d'être entravé soit, par l'existence de liens de capital ou de contrôle, directs ou indirects, entre l'entreprise et d'autres personnes physiques ou morales, soit, par l'existence de dispositions législatives ou réglementaires d'un Etat dont relèvent une ou plusieurs de ces personnes.

Article 6

The provisions of Article 5 above shall also apply to banks in operation. They have a period of six months from the entry into force of this Instruction to

either:- provide the Central Bank of Congo relevant factors within the meaning of Article 4 below above, on their shareholder who holds more than 50% of the voting rights;

or - provide the Central Bank of Congo formal commitment to one of the shareholders mentioned in Article 5.

Article 7

The Central Bank of Congo may impose conditions on the authorization granted to the exercise of certain operations defined by the objects of the applicant company.

Article 8

The Central Bank of Congo may impose specific conditions of approval issued to preserve the balance of the financial structure of the credit institution and the proper functioning of the banking system and, if necessary, make the granting of accreditation to compliance with undertakings given by the requesting company.

Article 9

The Central Bank of Congo can refuse authorization where the exercise of the applicant undertaking its monitoring mission is likely to be hampered either by the existence of links of capital or control, direct or indirect, between the company and other natural or legal persons, or by the existence of laws or regulations of a State governing one or more persons.

TITRE II. CONDITIONS DE PRISE OU D'EXTENSION DE PARTICIPATION DANS LE CAPITAL D'UNE BANQUE

Article 10

Toute personne, ou tout groupe de personnes agissant ensemble, doit obtenir une autorisation de la Banque Centrale du Congo préalablement à la réalisation de toute opération de prise, d'extension ou de cession de participation, directe ou indirecte, dans une banque, lorsque cette opération a pour effet de permettre à cette personne ou à ces personnes agissant ensemble de :

- acquérir ou de perdre le pouvoir effectif de contrôle sur l'orientation et la gestion de la banque ;
- acquérir ou de perdre le tiers, le cinquième ou le dixième des droits de vote.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, sont seulement portées immédiatement à la connaissance de la Banque Centrale du Congo, les opérations réalisées entre des sociétés placées, directement ou indirectement, par des liens de capital, sous le contrôle effectif d'une même entreprise, sauf si ces opérations ont pour effet de transférer le pouvoir effectif de contrôle ou la détention de tout ou partie des droits précités à une ou plusieurs personnes ne relevant pas du droit de la République Démocratique du Congo.

En outre, toute transaction ayant pour résultat de permettre à une personne ou à plusieurs personnes ensemble d'acquérir le vingtième des droits de vote doit être soumise, préalablement à sa réalisation, à l'autorisation de la Banque Centrale du Congo.

Lorsque, en vertu de dispositions législatives ou statutaires, le nombre ou la répartition des droits de vote est limité par rapport au nombre ou à la répartition des actions ou parts sociales auxquelles ils sont attachés, les pourcentages prévus dans le présent chapitre et les dispositions décrites à l'article 11 ci-après sont, respectivement, calculés et mises en œuvre en terme d'actions ou de parts sociales.

TITLE II. CONDITIONS MAKING OF EXTENSION PARTICIPATION IN THE CAPITAL OF A BANK

Article 10

Any person or group of persons acting together, must get permission from the Central Bank of Congo prior to completion of any equity transaction, d extension or transfer of participation, direct or indirect, in a bank, where this has the effect of enabling that person or those persons acting together to:

- acquire or to lose effective power of control over the direction and the bank's management;
- acquire or lose a third, fifth or tenth the rights
- of voting

Notwithstanding the foregoing, are only brought immediately to the knowledge of the Central Bank of Congo, transactions between companies which are directly or indirectly through capital ties, under the effective control of the same company, unless such transactions result to transfer effective power to control or ownership of all or part of the aforementioned rights to one or many people are not governed by the law of the Democratic Republic of Congo.

In addition, any transaction that results allow a person or several people together to acquire one twentieth of the voting rights must be submitted prior to its implementation, the authorization of the Central Bank of Congo.

When, pursuant to legislative or statutory provisions, the number or distribution of voting rights is limited to the number or repair of shares or to which they are attached, the percentages provided in this chapter and the provisions described in Article 11 below are, respectively, calculated and implemented in terms of stock or shares.

Article 11

Lorsqu'une opération de prise, d'extension ou de cession de participation indirecte visée à l'article 10 de la présente Instruction est réalisée hors de la République Démocratique du Congo entre des personnes relevant d'un droit étranger, ces dernières ne sont tenues qu'à une déclaration immédiate à la Banque Centrale du Congo.

La Banque Centrale du Congo dispose alors d'un délai de trois mois pour faire savoir au(x) déclarant(s) que, compte tenu du besoin de garantir une gestion saine et prudente dans les mêmes conditions que lors de l'agrément, cette opération est de nature à entraîner un réexamen de la situation de la banque.

Article 12

Les banques sont tenues d'informer la Banque Centrale du Congo, dans le délai d'un mois à compter de leur réalisation, de tout mouvement significatif ayant affecté la répartition des droits de vote détenus par leurs associés ou actionnaires soumis aux dispositions de l'article 10 de la présente Instruction.

La Banque Centrale du Congo peut, en outre, demander aux banques l'identité de leurs actionnaires qui leur ont déclaré détenir une fraction des droits de vote inférieure à 5 % mais supérieure à 0,5%.

Article 13

Les banques sont tenues de transmettre, chaque année et au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant, à la Banque Centrale du Congo, Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers des informations financières sur chacune des personnes qui détiennent au moins 10 % de leur capital.

Les informations financières susvisées pour chaque actionnaire comprennent :

- (i) pour une personne morale faisant appel public à l'épargne :
 - l'ensemble des documents qu'elle est tenue de porter à la connaissance du public.

Article 11

When a repurchase transaction, of extension or indirect interest assignment referred to in Article 10 of this Instruction is carried out in the Democratic Republic of Congo between people under foreign law, the latter are held only to an immediate declaration to the Bank Central Congo.

The Central Bank of Congo then has three months to let the (x) registrant (s) that, given the need to ensure sound and prudent management under the same conditions as during the approval, this is likely to involve a review of the situation of the bank.

Article 12

Banks are required to inform the Central Bank of Congo, within a month of their achievement, any movement significantly affecting the distribution of voting rights held by their partners or shareholders subject to the provisions of Article 10 of this Instruction.

The Central Bank of Congo may, in addition, require banks to identify their shareholders which have their reported holding a fraction of the voting rights below 5% but higher than 0.5%.

Article 13

Banks are required to transmit each year and no later than March 31 of the following year, the Central Bank of Congo ., Financial Intermediaries Supervision Directorate financial information on each of the persons who hold at least 10% of their capital

The above financial information for each shareholder include:

(i) for a legal person in public offering

-all documents it is required to bring

to the attention of the public-.

- (ii) pour une personne morale ne faisant pas appel public à l'épargne :
 - les documents comptables sociaux, le cas échéant, consolidés et certifiés du dernier exercice clos et leurs notes annexes ;
 - toute autre information relative à des faits susceptibles d'affecter de façon significative sa situation financière.
- (iii) pour une personne physique :
 - toute information utile relative à sa situation financière.

Article 14

La Banque Centrale du Congo peut demander à toute banque de lui communiquer toutes les informations financières nécessaires à l'exercice de sa mission concernant dix actionnaires détenant chacun moins de 10 % du capital mais plus de 0,5 %.

TITRE III. MODIFICATIONS D'AUTRES ELEMENTS PRIS EN COMPTE LORS DE LA DELIVRANCE DE L'AGREMENT

Article 15

Toute modification des conditions auxquelles était subordonné l'agrément d'une banque doit faire l'objet d'une autorisation préalable de la Banque Centrale du Congo.

Les banques sont tenues de soumettre à la Banque Centrale du Congo pour autorisation préalable les modifications devant être apportées à leur situation portant sur :

- la forme juridique ;
- la dénomination ou raison sociale ;
- la dénomination ou nom commercial ;
- le type d'opérations de banque pour lequel elles ont été agréées ;
- la composition de l'actionnariat ;
- l'identité du ou des actionnaires.

(ii) a corporation not forming public offering:

social accounting documents, if any, of the consolidated and certified last financial year and the related notes; - Any other information relating to facts that could significantly affect its financial position-..

and (iii) a natural person:

Relevant information regarding its financial situation

Article 14

The Central Bank of Congo may ask any bank communicate all financial information necessary to the exercise of his mission for ten shareholders each holding less than 10% of the capital but more than 0.5%.

TITLE III. CHANGE OTHER ELEMENTS TAKEN INTO ACCOUNT IN THE ISSUE OF APPROVAL

Article 15

Any modification of the conditions to which the approval was subject of a bank shall be subject to prior approval of the Central Bank of Congo.

The Banks are required to submit to the Central Bank of Congo for permission changes to be made to their situation concerning:

- legal form; - The name or company name; - The name or trade name; - The type of banking operations for which they were approved; - The composition of the shareholding; - The identity of the shareholderscapital.

Article 16

Les banques sont tenues de déclarer à la Banque Centrale du Congo dans un délai d'un mois :

- (i) les modifications apportées :
 - au montant du capital ;
 - aux règles de calcul des droits de vote ;
 - à la composition du Conseil d'administration ;
 - à l'adresse du siège social ;
 - toute modification aux dispositions des statuts.
- (ii) la conclusion ou la modification de tout accord passé entre les actionnaires relatif aux éléments visés aux articles 5 à 11 de la présente Instruction.

TITRE IV. DESIGNATION ET CESSATION DES FONCTIONS DE DIRIGEANT

Article 17

La désignation de toute nouvelle personne (dirigeant) appelée à assurer la détermination effective de l'orientation de l'activité d'une banque doit être soumise à l'autorisation préalable de la Banque Centrale du Congo. Par dirigeant, il faut entendre toute personne occupant les fonctions d'administrateur, de membre du Comité de gestion ou de directeur dans une banque.

La demande d'autorisation est accompagnée de tous les éléments permettant d'apprécier l'honorabilité et l'expérience professionnelle, dans les domaines bancaire et financier, de la personne concernée et notamment les dispositions de l'article 15 de la Loi Bancaire.

Pour les personnes physiques étrangères, une attestation de l'autorité de supervision bancaire du pays d'origine indiquant qu'elles remplissent les conditions pour être agréées dans leur pays d'origine est exigée.

La Banque Centrale du Congo dispose d'un délai de trois mois, à compter de la date de réception de la demande pour donner son avis.

Article 16

Banks are required to report to the Central Bank of Congo within one month:

(i) changes:

- the amount of - The rules on calculation of voting rights; - The composition of the Board; - The address of the registered office; - Changes to the StatuteIV...

(ii) the conclusion or modification of any agreement between shareholders regarding the matters referred to in Articles 5 to 11 of this Instruction

TITLE APPOINTMENT AND TERMINATION OFFUNCTIONS**EXECUTIVE****Article 17**

The appointment of any new person (manager) called to ensure the effective determination of the orientation of the activity of a bank shall be subject to the prior authorization of the Central Bank of Congo . For leader, means any person employed as a director, member of the Management Committee or manager in a bank.

The license application is accompanied by all the information needed to assess the integrity and experience professional, in the banking and financial, of the person concerned and in particular the provisions of Article 15 of the Banking Act.

For foreign natural persons, a statement from the banking supervisory authority of the country of origin stating that they fulfill the requirements to be licensed in their country of origin is required.

The Central Bank of Congo has a period of three months from the date of receipt of the request to advise.

Article 18

La cessation dans une banque des fonctions visées à l'article 17 de la présente Instruction doit être immédiatement déclarée à la Banque Centrale du Congo, Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers.

Article 19

L'introduction ou la suppression dans les statuts d'une banque d'une stipulation relative à l'organisation des pouvoirs de direction et de contrôle, confiés à un Comité de gestion ou un Conseil d'administration doit être immédiatement déclarée à la Banque Centrale du Congo.

Cette déclaration est, le cas échéant, accompagnée des informations prévues à l'article 16 de la présente Instruction.

TITRE V. DISPOSITIONS GENERALES

Article 20

Les personnes morales qui ont leur siège social en République Démocratique du Congo et qui détiennent directement ou indirectement un pouvoir effectif de contrôle sur une ou plusieurs banques sont soumises aux dispositions du Titre I de la présente Instruction, dans les mêmes conditions que les établissements bancaires.

Elles doivent également déclarer immédiatement à la Banque Centrale du Congo les modifications de leur situation portant sur :

- la dénomination sociale ;
- la composition du collège des associés dans une société en nom collectif ;
- l'identité du ou des commandités dans une société en commandite ;
- les règles de calcul des droits de vote ;
- les accords passés entre associés ou actionnaires relatifs aux éléments visés à l'article 5 de la présente Instruction ;
- l'adresse du siège social.

Article 18

Cessation in a bank of the functions referred to in Article 17 of this Instruction must be immediately reported to the Central Bank of Congo, the Supervision of Financial Intermediaries Department.

Article 19

The introduction or deletion in the articles of a bank a stipulation on the organization of the powers of management and control, entrusted to a Management Committee or Board of Directors shall be immediately reported to the Central Bank of Congo.

This statement is, where appropriate, be accompanied by under Article 16 of this Instruction.

PART V. GENERAL PROVISIONS**Article 20**

The legal entities which have their registered office in Democratic Republic of Congo and which directly or indirectly hold effective power of control over one or more banks are subject to provisions of Title I of this Instruction, under the same conditions as banksname;.

They must also report immediately to the Central Bank of Congo changes to their situation concerning:

- the - The composition of the associated college in a partnership;- The identity of the general partner in a limitedpartnership; - The rules for calculating voting rights; - Agreements between partners or shareholders relating to thematters referred to in Article 5 of this Instruction; - The address of the registered office.